

A.C.R. - A.D.C.

Cabinet PIERQUIN

EXPERTISE-COMPTABLE

COMMISSARIAT AUX COMPTES

S.A.S. au Capital de 294.400 Euros

Siège Social Bureau
28, boulevard Lucien Pierquin
WARCQ
08000 Charleville-Mézières
Tél. 03 24 59 70 50

Bureau
122, avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY-SUR-SEINE
E-mail :
cabinet.pierquin@cabinet-pierquin.com
Site internet :
www.cabinet-pierquin.com

" ASSOCIATION L'ANCRE "

Association régie par la loi
Du 1^{er} Juillet 1901

Siège Social
27 Rue Jules Verne
08 000 CHARLEVILLE-MEZIERES

SIRET 350 923 447 00022
CODE NAF 8790B

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR

J B P
LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE 2024
(Du 1^{er} Janvier 2024 au 31 Décembre 2024)

membre du réseau
ABSOLUCE

Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la Région Grand Est
Société de Commissariat aux Comptes - Membre de la Compagnie Régionale de l'Est
Siège social : SIRET 351.532.528.00061 - Bureau : SIRET 351.532.528.00079
APE 6920Z - RCS Sedan - TVA intracommunautaire FR 16.351.532.528

Souscripteur des assurances professionnelles dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 et du décret n° 2012-432 du 30 mars 2012 relatif à l'exercice de l'activité d'expert-comptable ainsi que de l'article R.822-70 du code de commerce relatif à l'exercice de l'activité de commissaire aux comptes

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « **L'ANCRE** » relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

../.....

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Le caractère approprié des principes comptables appliqués ;
- Les contrôles opérés sur les produits provenant des financeurs, notamment au regard de leur exhaustivité et du respect de la séparation des exercices, incluant le traitement des fonds dédiés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 24 Avril 2025.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

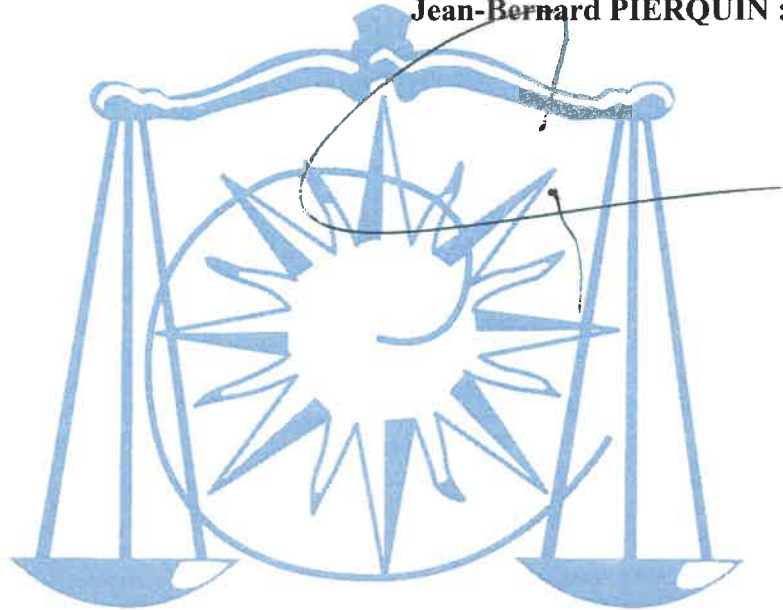
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles
- de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie enfin la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Warcq,
Le 9 Juin 2025.

Le Commissaire aux Comptes,
Jean-Bernard PIERQUIN :



J B P

Bilan : l'actif

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	Net
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	3 934	2 561	1 373		1 373
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	13 199	13 313	-114		-114
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains	19 392		19 392	19 392	
Constructions	1 054 438	590 184	464 254	517 909	-53 655
Installations techniques, matériel et outillage industriels	519	394	125	255	-130
Autres immobilisations corporelles	475 065	313 780	161 286	172 693	-11 407
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées	75 000		75 000	75 000	
Autres titres immobilisés	45		45	45	
Prêts					
Autres	25 737		25 737	27 710	-1 973
TOTAL (I)	1 667 328	920 231	747 097	813 004	-65 907
Compte de liaison					
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes	570		570	3 954	-3 384
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	18 577		18 577	12 294	6 284
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	82 746		82 746	122 134	-39 387
Valeurs mobilières de placement	311 143		311 143	304 900	6 243
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	1 276 908		1 276 908	1 064 009	212 899
Charges constatées d'avance	3 173		3 173	4 849	-1 676
TOTAL (II)	1 693 117		1 693 117	1 512 138	180 979
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	3 360 445	920 231	2 440 214	2 325 142	115 072

**COMPTES ANNEXÉS
AU RAPPORT**
 Cabinet *PIERQUIN*
 Commissaire aux Comptes

Bilan : le passif

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
Fonds propres sans droit de reprise			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires	173 000	173 000	
Fonds propres avec droit de reprise			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. dont réserves sous gestion propre			
. Réserves des activités sociales et médico-sociales	354 872	349 136	5 736
. Autres			
Report à nouveau	1 058 962	1 053 027	5 935
. dont report à nouveau sous gestion propre			
Report à nouveau activités sociales et médico-sociales	92 993	84 467	8 526
Excédent ou déficit de l'exercice	45 719	20 197	25 521
. dont résultat sous gestion propre			
. dont résultat des activités sociales et médico-sociales			
Situation nette (sous total)	1 725 545	1 679 826	45 719
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	8 399	7 006	1 392
Provisions réglementées	30 432	30 432	
TOTAL (I)	1 764 376	1 717 265	47 111
Autres fonds propres			
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés	282 843	230 646	52 197
TOTAL (II)	282 843	230 646	52 197
Provisions			
Provisions pour risques	1 204	1 204	
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	1 204	1 204	
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses		285	-285
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	97 691	132 949	-35 258
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	277 781	217 661	60 120
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		6 849	-6 849
Autres dettes	16 320	16 952	-632
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance		1 332	-1 332
TOTAL (IV)	391 791	376 028	15 764
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	2 440 214	2 325 142	115 072

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

Compte de résultat

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total	Variation	%
Produits d'exploitation				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. dont ventes de biens relatives aux activités sociales et medico- sociales				
. Ventes de prestations de services	73 507	31 722		
. dont parrainages				
. dont prestations relatives aux activités sociales et medico- sociales				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	447 008	422 180		
. Contributions des autorités de tarification relatives aux Activités sociales et medico-sociales	2 161 749	2 048 798		
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	18 340	12 437		
Utilisations des fonds dédiés	5 110	55 448		
Autres produits	149 136	151 084		
Total des produits d'exploitation (I)	2 854 850	2 721 670		
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	1 149 633	1 147 975		
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	99 736	86 821		
Salaires et traitements	1 000 621	915 390		
Charges sociales	396 582	395 882		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	105 005	99 782		
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés	57 308	48 843		
Autres charges	13 247	14 805		
Total des charges d'exploitation (II)	2 822 132	2 709 498		
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	32 718	12 173		
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	8 654	7 744		
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total	Variation	%
Total des produits financiers (III)	8 654	7 744		
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	8 654	7 744		
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	41 372	19 917		
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	5 606	427		
Reprises sur provisions et transferts de charges				
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
Total des produits exceptionnels (V)	5 606	427		
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	50			
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées				
Total des charges exceptionnelles (VI)	50			
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	5 556	427		
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	1 209	147		
Total des produits (I + III + IV)	2 869 109	2 729 842		
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 823 391	2 709 645		
EXCEDENT OU DEFICIT	45 719	20 197		
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales				
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature	7 500	7 500		
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total	7 500	7 500		
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole	7 500	7 500		
Total	7 500	7 500		



ANNEXES

**COMPTES ANNEXÉS
AU RAPPORT**
Cabinet PIERQUIN
Commissaire aux Comptes

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : ASSOCIATION L'ANCRE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 2 440 213.89 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 45 718.71 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

1) Principes comptables généraux

Les méthodes comptables appliquées respectent les principes suivants:

- continuité et stabilité des modalités de présentation des comptes,
- permanence des méthodes comptables, appliquées en conformité avec la réglementation,
- évaluation des éléments inscrits en comptabilité d'après les coûts historiques,
- enregistrement comptable des droits acquis sinon échus, ou des obligations nées ou échues vis-à-vis des tiers, sous la forme de produits ou de charges,
- continuité d'exploitation dans le respect de l'indépendance des exercices, des activités et des financements (conventions, négociations budgétaires annuelles), en veillant à bien faire peser sur chaque exercice, chaque activité, chaque financeur, non seulement la part de charges qui leur revient, grâce à une ventilation équitable des charges fixes, mais encore la part de risques identifiés au cours de chaque exercice par rapport aux exercices ultérieurs,
- principe de prudence dans l'appréciation des charges et des produits, dans la gestion des risques (par réalisation de provisions à leur apparition sinon reprise à leur disparition),
- amortissement linéaire des immobilisations, sachant que celles liées au bâti ont été découpées en composants depuis 2005, conformément aux instructions du Comité de la Réglementation Comptable (60 ans pour le gros-uvre, 30 ans pour la toiture, les façades, l'étanchéité et les menuiseries extérieures, 15 ans pour le chauffage, les câblages et la plomberie, 15 ans pour les carrelages et 5 ans pour les autres aménagements),
- renonciation à une gestion de stocks de consommables, jugée inopérante,
- suivi annuel régulier des droits aux congés payés (acquis mais non échus et échus mais non pris), en charge à payer, majorée des charges fiscales et sociales qui leur sont associées,
- inscription en charge à payer des droits acquis aux primes de précarité par le personnel en contrats à durée déterminée, droits majorés des charges fiscales et sociales rattachées,
- valorisation des activités déployées par les bénévoles et des services rendus gratuitement,
- répartition des charges entre les différentes activités qui ont donné lieu à la signature de conventions avec des financeurs ou à une approbation budgétaire spécifique, en fonction des consommations observées et modalités d'organisation du personnel,
- répartition des produits selon les accords de financement et les activités génératrices,
- répartition des frais fixes entre les différentes activités précitées d'après une clé de répartition basée sur le nombre de salariés opérants et le nombre de personnes bénéficiaires.
- option pour comptabilisation en charges des droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition d'immobilisations.

2) Principes comptables sectoriels

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, au règlement ANC N°2014-03 modifié par le règlement ANC n°2016-07 du 04-11-2016, en tenant compte des dispositions suivantes :

- Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, intégrant l'article 1er du règlement ANC n°2019-04 et le règlement ANC n°2020-08.
- Du règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Du Code de l'Action Sociale et des Familles C.A.S.F., pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L312-1 du C.A.S.F. ;

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Autres éléments significatifs de l'exercice

Variation des fonds propres

Compte	Libellé	01/01/2024	+	-	31/12/2024
10240000	Fonds assoc. et reserves	173 000,00			173 000,00
10685211	Réserves pour investissement CADA	43 871,36			43 871,36
10685400	Reserves association ss	81 941,37	5 735,98		87 677,35
10685411	Réserves Trait d'Union	32 031,75			32 031,75
10685511	Réserves de trésorerie CADA	32 952,10			32 952,10
10685512	Réserves de trésorerie CHRS	50 000,00			50 000,00
10685711	Réserves de compensation CADA	36 374,02			36 374,02
10685712	Réserves de compensation CHRS	71 965,31			71 965,31
11002000	Report à nouveau Trait d'Union	9 022,02	4 008,98		13 031,00
11002100	Report à nouveau TU Médiation familiale	13 955,67	3 685,68		17 641,35
11002200	Report à nouveau TU Thérapie familiale	10 607,62	4 436,95		15 044,57
110230	RAN AVAA 2019 CHRS	409,50			409,50
110025	RAN 2019 CHRS	1 464,23			1 464,23
110030	RAN Investissements association	444 473,61			444 473,61
110031	RAN Investissements CHRS	115 243,27			115 243,27
110032	RAN investissements CADA	50 000,00			50 000,00
110033	RAN Exploitation association	284 743,49			284 743,49
110034	RAN Exploitation CHRS	87 464,32			87 464,32
110035	RAN Exploitation CADA	71 641,53			71 641,53
11412000	Report à nouveau déficitaire ass	- 24 368,80			- 24 368,80
11530100	Report à nouveau CHRS 2021 Apres validation DDTSPP		17 225,69		17 225,69
11530200	Report à nouveau CHRS 2022 Apres validation DDTSPP		35 911,36		35 911,36
11590110	Report à nouveau CHRS 2016 att d'affect	-	-		-
11590111	Report à nouveau CADA 2014 att d'affect	-	-		-
11590112	Report à nouveau CADA 2020	-			-
11590113	Report à nouveau CHRS 2020	13 867,15		13 867,15	-
11590114	Report à nouveau CHRS 2021	17 225,69		17 225,69	- 13 988,02
				13 988,02	
11590115	Report à nouveau CADA 2021	23 658,69			23 658,69
11590116	Report à nouveau CADA 2019 att d'affect	-			-
11590117	Report à nouveau CHRS 2022	35 911,36		35 911,36	-
11590118	Report à nouveau CADA 2022	- 6 196,37	6 196,37		-
11590119	Report à nouveau CADA 2023		5 166,83		5 166,83
11591120	Report à Nouveau CPH 2023		25 018,08		25 018,08
11592111	Report à nouveau dépenses congés payés	-			-
11620000	Dépenses pour congés payés non opp	-			-
11900100	Report à nouveau ER	- 11 629,94			- 11 629,94
11900010	Report à nouveau CADA 2022 après validation DDETSPP			6 196,37	- 6 196,37

Compte	Libellé	01/01/2024	+	-	31/12/2024
13111100	Subvention Trait d'union rénovation loca	1 134,57			1 134,57
13911100	Subvention d'investissement TU	- 883,80		146,45	- 1 030,25
13111111	Subvention Dacia Sandero	6 303,00	6 303,00		12 606,00
13911111	Subvention Dacia Sandero	- 34,52		1 243,30	- 1 277,82
13111112	Subvention CRCA informatique chrs	750,00	750,00		1 500,00
13911112	Subvention CRCA informatique chrs	- 263,02		375,01	- 638,03
1311111300	Subv logiciel ER (aide à 50%)		686,00		686,00
	Subv logiciel ER (aide à 50%)			56,90	- 56,90
1311111400	subv cuisine SDB et mobilier TU		2 912,68		2 912,68
	subv cuisine SDB et mobilier TU			384,53	- 384,53
14200000	Prov pr invest chrs	30 432,00			30 432,00
14200700	Prov immos TU financement CAF	-			-
15122000	Prov départ retraite Trait d'Union	1 204,00			1 204,00
15180100	Prov indemnité départ à la retraite CADA	-			-

Variation des fonds dédiés

Compte	Libellé	01/01/2024	+	-	31/12/2024
19400100	Fonds dédiés 6 places suppl femmes victimes de violence	17 472,00			17 472,00
19405000	Fonds dédiés/subv v soc	4 320,89			4 320,89
19406000	Fonds dédiés Hébergement adapté	55 695,58		1 012,23	54 683,35
19408000	Fonds dédiés Domiciliation	87,22			87,22
19409000	Fonds dédiés Véhicule CADA	9 694,50		4 098,11	5 596,39
19461000	Fonds dédiés CESF + Gestion violence	16 309,00			16 309,00
19462000	Fonds dédiés Covid CADA	424,00			424,00
19463001	Fonds dédiés Ukraine	7 050,98			7 050,98
19463002	Fonds dédiés réinstallés CADA	60 507,31	44 314,02		104 821,33
19463003	Fonds dédiés IML Ukraine	17 106,93	1 254,08		18 361,01
19463004	Fonds dédiés service de suite CADA	9 245,32	3 178,56		12 423,88
19463005	Fonds dédiés délocalisation bureau CADA	12 732,00			12 732,00
19463006	Fonds dédiés Trait Union MSA Espace rencontre exceptionnel	10 000,00			10 000,00
19463007	Fonds dédiés Trait Union MSA Médiation familiale exceptionnel	10 000,00			10 000,00
19463008	Fonds dédiés Transport FVV		8 560,89		8 560,89
	Total	230 645,73	57 307,55	5 110,34	282 842,94

(suite)

Notes sur le bilan actif

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 1 667 328 E

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	15 760	1 373		17 133
Immobilisations corporelles	1 583 276	39 698	73 561	1 549 414
Immobilisations financières	102 755			100 782
TOTAL	1 701 791	41 071	73 561	1 667 328

Amortissements et provisions d'actif = 920 231 E

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	15 760	113		15 873
Immobilisations corporelles	873 028	104 892	73 561	904 357
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	888 787	105 005	73 561	920 231

Etat des créances = 130 233 E

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	25 737		25 737
Actif circulant & charges d'avance	104 496	104 496	
TOTAL	130 233	104 496	25 737

Produits à recevoir par postes du bilan = 3 495 E

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	3 495
Disponibilités	
TOTAL	3 495

Charges constatées d'avance = 3 173 E

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

(suite)

Notes sur le bilan passif

Provisions = 31 636 E

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Utilisées	Non utilisées	A la clôture
Provisions réglementées	30 432				30 432
Provisions pour risques &	1 204				1 204
TOTAL	31 636				31 636

Etat des dettes = 391 791 E

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	97 691	97 691		
Dettes fiscales & sociales	277 781	277 781		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	16 320	16 320		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	391 791	391 791		

Charges à payer par postes du bilan = 183 755 E

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	9 735
Dettes fiscales & sociales	174 020
Autres dettes	
TOTAL	183 755

Engagements pris en matière de retraite

Le montant des droits qui sont acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite s'élève à 150 862.02 €, charges sociales incluses. Ce montant n'est pas comptabilisé.

Pour la détermination de ce montant, il est tenu compte des paramètres suivants :

- Départ à l'initiative du salarié
- Taux d'actualisation : 3.35 %
- Taux de charges sociales : 47 % pour les cadres et 34.07% pour les non cadres

COMPTES ANNEXÉS
AU RAPPORT
 Cabinet PIERQUIN
 Commissaire aux Comptes

(suite)

Notes sur le compte de résultat

Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers.
On pourra s'y reporter ainsi qu'à la plaquette financière annuelle, documents qui fournissent une information plus détaillée.

(suite)

Détail des postes concernés par le chevauchement d'exercice

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir = 3 495 E

Produits à recevoir sur autres créances	Montant
Personnel produits à recevoir(4287000000)	3 495
TOTAL	3 495

Charges constatées d'avance = 3 173 E

Charges constatées d'avance	Montant
Chges constatées d'avance(4860000000)	3 173
TOTAL	3 173

Charges à payer = 183 755 E

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Fourn. fact. non parvenue(4081000000)	9 735
TOTAL	9 735

Dettes fiscales et sociales	Montant
Dettes pro./conges à payer(4282000000)	79 246
Personnel charges à payer(4286000000)	32 621
Charg.soc./conges à payer(4382000000)	30 955
Autr.charg.social.a payer(4386000000)	14 481
Indemnités cpam(4387000000)	6 617
Charges fisc / conges pay(4482000000)	7 925
Etat charges à payer(4486000000)	2 176
TOTAL	174 020

*(suite)***Tableau des filiales et participations***Tableau*

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
SCI ANCRE	100 000	18 682	75	75 000	75 000			111 971	37 005	
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										
<i>Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										